

informations

10F.

# El Salvador

TREMBLEMENT DE TERRE,  
BOMBARDEMENTS  
LA POPULATION S'ORGANISE



Comité de Solidarité avec le Salvador: Tél/45-55-25-54  
68 rue de Babylone 75007 Paris

N° 5  
Décembre 1986

Imprimerie Spéciale

4° P. 10951

**ATTENTION**

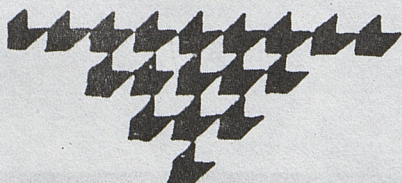
Permanence du Comité: Les MARDIS SOIR (45.55.25.54)

Adresse: 68 rue de Babylone 75007 Paris (M<sup>o</sup> St François Xavier)

La région Sud-est édite pour 1987 un très beau calendrier de photos sur l'Amérique Centrale (plus que ne le laisse supposer notre reproduction!).

Vous pouvez vous le procurer auprès du COSOPAC, BP 3120  
69406 LYON Cedex 03

Prix: 30 francs.



Abonnement de soutien,  
à partir de 100 Francs  
5 numéros 50 Francs.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Somme versée : .....

Comité de solidarité avec le peuple  
d'El Salvador, 68 rue de Babylone, Paris 7<sup>e</sup>

- Abonnement seul
- Soutien

**AMERIQUE CENTRALE** en lutte  
solidarité  
**1987**



**ABONNEZ-VOUS !**

Nous avons  
besoin de  
**VOUS ! .....**

Pour continuer à faire  
connaître la situation au  
Salvador.

Pour renforcer la  
**SOLIDARTE.**

Pour organiser les tournées  
de représentants du peuple  
salvadorien en lutte et  
faire connaître les projets  
des Comités de Solidarité  
Pour être un lien entre les  
Comités, rendre compte de  
leurs activités.

**ABONNEZ-VOUS,  
SOUTENEZ-NOUS !**

LE TREMBLEMENT DE TERRE  
COMMENT AIDER LES VICTIMES?

"Ce séisme n'est qu'une secousse supplémentaire d'un tremblement de terre qui secoue le pays depuis 6 ans", déclarait, il y a quelques semaines, le recteur de l'Université Centro-américaine d'El Salvador, le père Ignacio Ellacuria. En effet la catastrophe du 10 octobre 1986 a atteint surtout cette partie de la population qui souffre depuis 1980 les conséquences de la politique gouvernementale de guerre et de répression: les pauvres, les déplacés, les habitants des bidonvilles. Selon les chiffres officiels, le séisme a fait mille morts, dix mille blessés et deux cent mille sans-abri; mais selon les calculs de l'Eglise catholique, ce sont plus de 330 mille personnes qui ont perdu leurs maisons et se trouvent maintenant dans la rue ou dans des abris provisoires.

La plus part vivent dans les bidonvilles surchargés d'El Salvador, où d'entassent aussi les centaines de milliers de déplacés qui ont fui les bombardements de l'Armée dans les campagnes. Rappelons que la ville de San Salvador, qui avait 800 mille habitants en 1980 en compte maintenant deux millions.

FREINER L'AIDE INDEPENDANTE...

Immédiatement après le séisme, la population a essayé de s'organiser pour porter secours aux victimes et une aide efficace a été apportée par des organisations non-gouvernementales, telles que l'Archêvêché de San Salvador (qui a formé un "comité ecclésial d'urgence"), la diaconie (oecuménique), les Universités, les syndicats.

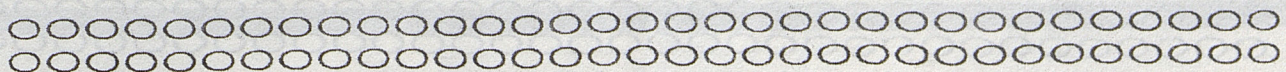
L'Armée, par contre s'est limitée, pendant la première semaine, à garder les ruines, l'arme au poing... Elle s'est aussi livrée à la "chasse aux pilleurs", avec quelques malencontreux "accidents", comme le meurtre du syndicaliste Francisco Mendez, qui participait à des tâches d'aide aux victimes.

Après le 16 octobre l'Armée a commencé à distribuer de l'eau et des vivres dans certaines localités - tout en essayant de freiner l'aide apportée par d'autres.

Par un décret daté du 14 octobre, le gouvernemnt Duarte a nommé la Commission de l'Entreprise Privée (COECA), "Unique récepteur de l'aide internationale". Le COECA est aux mains des "14 familles" qui contrôlent depuis un demi siècle l'économie salvadorienne et de secteurs d'extrême-droite proches du Major d'Aubuisson...

BLOCUS DES AVIONS DE SECOURS

Voulant assurer le monopole du COECA sur la distribution de l'aide, le gouvernement a chercher à entraver les envois des organisations humanitaires. Le 15 octobre le New-York Times a publié une protestation du directeur de l'organisation "Aide pour le Salvador", qui accusait le régime de Napoleon Duarte d'empêcher l'entrée dans le pays de 15 avions chargés de vivres et de médicaments.



# Editorial

Le 16 octobre l'Union Nationale des Travailleurs d'El Salvador (UNTS) a exigé que le gouvernement suspende le contrôle sur l'aide destinée aux syndicats et à l'Eglise.

Le 17, l'évêque auxiliaire, Mgr Grégorio Rosa Chavez informait que le gouvernement des Etats-Unis bloquait l'arrivée à San Salvador de cinq avions transportant de l'aide destinée à l'Eglise pour les victimes de séisme. Grâce aux protestations et aux pressions des ONG internationales, il semble que les envois non gouvernementaux commencent à arriver dans le pays.

Une autre "initiative" du régime fut de réserver certains secours notamment médicaux (plasma sanguin, etc)-aux... Forces Armées. Dans les milieux médicaux de San Salvador "on s'étonne qu'une grande partie de l'aide sanitaire américaine ait aboutie à l'hôpital militaire, alors que les hôpitaux civils et les postes de secours commencent à manquer de tout" (Libération, le 14/10/1986, P24). Cet épisode est très révélateur des priorités du gouvernement: la "bonne santé" des Forces Armées passe bien avant celle des victimes du séisme.

## TREVE DU FMLN

Immédiatement après la catastrophe, le FMLN a unilatéralement déclaré une trêve des combats. Malheureusement l'Armée a refusé toute pause et a continué comme avant ses attaques et bombardements, sur Chalatenango, Cabañas et Cuscatlan: la guerre contre la subversion est trop importante pour qu'un simple tremblement de terre viennent la perturber... De même les militaires n'ont pas interrompu le massacre quotidien d'opposants ou "suspects": à peine deux jours après le séisme, sept membres de l'organisation humanitaire CRIPDES (Comité chrétien pour les Déplacés d'El Salvador) ont été tués et quatre autres sont portés disparus (Adan et José Quintino, Rafaël Castillo et Maria Recinos). Le CRIPDES a responsabilisé l'Armée pour ces crimes.

Malgré ces conditions difficiles, les organisations non gouvernementales d'El Salvador ont réussi à apporter une aide efficace à un grand nombre de victimes de la catastrophe. Il faut les soutenir en envoyant vos dons au collectif d'ONG françaises "ESPOIR pour EL SALVADOR", qui offre toutes les garanties de sérieux et d'indépendance (CCP 100050F PARIS).

Le tremblement de terre a également touché des zones sous contrôle du Front Farabundo Marti de Libération Nationale, qui bien entendu, sont exclues de l'aide officielle. Pour leur faire parvenir votre soutien, écrire au 33 rue Godot de Mauroy 75009 Paris:

CCP 172 09922 Paris Esmeralda Martinez  
Mention "aide aux victimes du séisme"

oo  
oo

Solidarité

## Un médecin et une infirmière de retour du Salvador

## « Il faut plus que jamais aider ce pays »

NANTES. — Il aura fallu que la terre tremble au Salvador pour que l'on reparle de ce pays d'Amérique du Sud grand comme trois départements français. Une nouvelle épreuve que ce séisme pour une population déjà durement éprouvée par sept années de guerre civile.

De retour d'une mission humanitaire de sept mois, deux jeunes femmes, un médecin et une infirmière, témoignent : « Il faut plus que jamais aider ces gens là », disent-elles. Le vendredi 7, elle participeront à Nantes à une soirée organisée par le tout récent « Collectif espoir Salvador » (1).

Pierrette Caron et le Dr Marie Soulard ont travaillé au Salvador avec Médecins du monde, une des trois équipes françaises présentes sur le terrain. La première des deux jeunes femmes se trouvait encore là-bas le 10 octobre lorsque la terre a tremblé si fortement autour de la capitale, San Salvador. Dès le lendemain, elle participait aux secours.

« Nous, nous sommes intervenus dans les barrios, les quartiers populaires eux aussi très touchés par le sinistre. La plupart des petites maisons construites avec du torchis et des bambous ont été détruites. Le plus grave, c'est qu'elles se trouvaient sur des collines où des glissements de terrain ont fait de nombreuses victimes. Les gens étaient totalement perdus. Beaucoup d'entre-eux avaient déjà souffert de la guerre et ils s'étaient entassés là après avoir fui les combats. Ils vivaient déjà dans des conditions très dures et ils se sont retrouvés avec plus rien du tout. L'église leur a apporté un soutien important et nous les avons aidé à former des comités d'hygiène, de latrines, de ravitaillement, de défense contre les voleurs, en plus des soins médicaux que nous apportions aux blessés et aux malades. »

Inquiète Pierrette Caron du devenir de ces populations. « Côté secours, tout s'est bien passé. Les vrais problèmes vont commencer. C'est maintenant qu'il faut apporter de l'aide, notamment pour la reconstruction. »



Marie Soulard, et Pierrette Caron.

## « Ne pas oublier »

Quant à la situation générale, c'est le statu quo. « La guérilla contrôle un quart du pays et le conflit s'enlise, explique Marie Soulard. On parle de dialogue entre le gouvernement et l'opposition, mais rien n'aboutit. Ça peut encore durer longtemps avant que les Américains, qui portent le régime à bout de bras, décident d'œuvrer réellement pour que des élections libres soient un jour organisées. Pendant ce temps, les trois quarts des terres appartiennent encore à une vingtaine de familles malgré un début de réforme agraire. » Médecins du monde s'emploie

à intervenir à proximité des zones de combat là où il n'y a plus d'assistance médicale et également dans les endroits où se regroupent les « déplacés » chassés de chez eux par les bombardements. « C'est l'armée en fait qui tient le pouvoir et elle nous met des bâtons dans les roues. Pierrette a été emprisonnée trois jours. Pour nous intimider. Une péripétie. L'important est de continuer à aider le Salvador, et surtout de ne pas oublier d'en parler. Pour les gens là-bas, c'est un soutien moral très important. »

(1) A 20 h 30 à la Manu, boulevard Stalingrad

(article paru dans Ouest-France le Mercredi 5 Novembre)



## RAPPORT DE MARIE DUFLO

### EXTRAIT

L'agglomération de San Salvador est passée de 800,000 habitants en 1980 à 2 millions aujourd'hui. Partout des colonies d'habitat pour le moins précaires, des baraquements faites de quelques planches, plaques de tole ou de terre séchée et perchées bien souvent sur des escarpements de terre instables. Tout cela s'est écroulé comme des châteaux de cartes et continue à souffrir des secousses plus légères qui n'ont pas cessées: 60% des habitants de ces quartiers sont sans abris...

Pas de pompier ni de chiens de l'aide internationale pour la recherche des survivants de ces quartiers. Ceux qui ont pu être dégagés l'ont été par leurs familles et par leurs voisins. Pour ceux qui furent ensevelis sous une falaise de terre écroulée la survie est de quatre heures au plus. Le prix de la vie ne semble pas être le même dans tous les quartiers. Ainsi " Médecins du Monde" avaient alerté dimanche le gouvernement du danger couru par la colonie de Santa Marta menacée d'un glissement de terrain: le lendemain, 40 familles étaient ensevelies, rien n'avait été fait. D'autres destructions spectaculaires dans ces quartiers qui s'étaient produites le vendredi ont été attribuées à la secousse de lundi 13 car elles n'avaient pas été repérées par les autorités.

Une fantastique capacité d'organisation autonome de ces quartiers s'est manifestée. Partout des comités municipaux d'urgence organisent les premiers secours, se meuvent avec intelligence dans la dédale des aides éventuelles. Ils ont dégagé les survivants. Là où c'est possible les maisons sont tant bien que mal retapées. Là où c'est impossible, les ruines sont déblayées. Lorsque le sol est trop instable, des rues voisines sont occupées ( exp, La Fosa, La Fortaleza) ou même la voie de chemin de fer... certains s'installent au bord des grandes artères où l'aide arrive mieux que dans les endroits moins visibles et non-accessibles par camion...

Tout ce mouvement est épaulé par les églises, les syndicats, les universités, les croix rouge et verte. Notamment, par le comité ecclésial de emergencia qui diffuse à partir de l'archevêché l'aide matérielle d'urgence et l'appui d'équipes médicales (notamment celle de médecins du monde et l'AMI) à une multitude de dispensaires mis en place par les paroisses....



Estimation du nombre de foyer sans logis  
(faite par FUNDASAL, Fondation Salvadorienne  
pour le Développement et le logement - pour  
un habitat minimal)

	Nombre total de familles	Sans logis après le séisme	
		%	nombre
Turgurios	12 850	40	5 140
Mesones	53 970	55	29 684
Col. Ilegal	48 830	30	14 649
Campamanto	7 110	20	1 542
Desplazados	17 000	30	5 100

FUNDASAL évalue chaque famille à 5 membres, d'ou un total de 280 575 personnes sans abris.

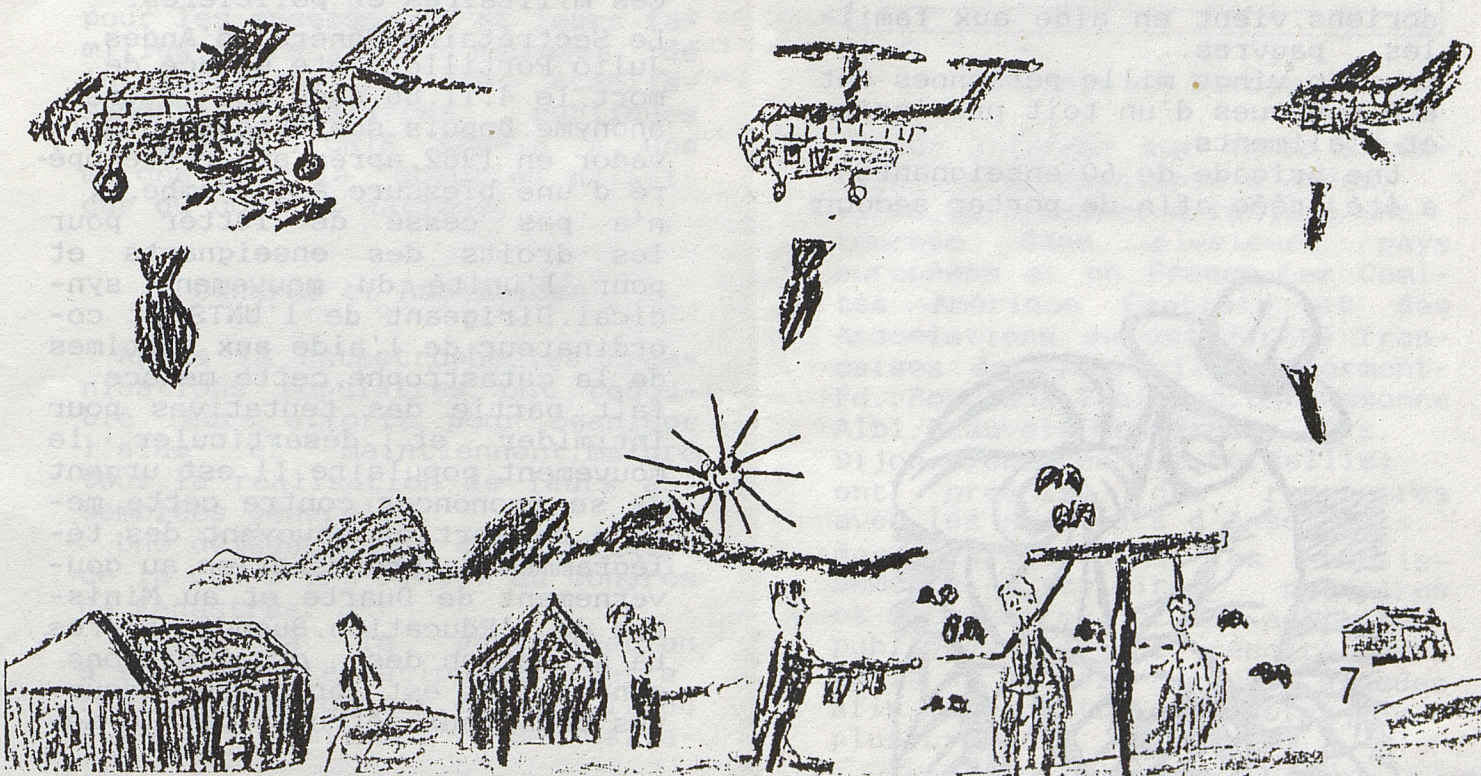
"Turgios" : bidonville légale, c'est à dire avec adduction d'eau et écoulement d'eaux sales

"Mesones" : habitat formé d'une dizaine de locaux regroupés autour d'une cour, loués; logement des plus pauvres qui n'ont meme pas de quoi acheter le materiel nécessaire à batir une barraque.

"Colonia Ilegal" : bidonville qui ne remplit pas les normes réglementaires minimales

"Campamento" : les logements provisoires des sinistrés lors du tremblement de terre de 1965

"Desplazados" : les déplacés de la guerre civile



## LA POPULATION S'ORGANISE

L'école Santa Catalina menaçait ruine comme tant d'autres écoles au Salvador. Andes en avait demandé la réparation il y a deux ans, mais le Ministre de l'Education n'en tint pas compte. Vingt enfants ont été tués par l'effondrement de l'école Santa Catalina lors du tremblement de terre. Ce n'est malheureusement pas la seule école à avoir enterrée les élèves, environ une centaine sont aujourd'hui en ruines. La mort et la misère de centaines de milliers de personnes auraient pu être évitées grâce à une construction plus résistante aux tremblements de terre.

### L'UNTS organise l'aide

Tout droit à une assistance médicale est refusée à la population et de nombreuses familles ne reçoivent pas le moindre secours de la part du gouvernement. La population a organisé ses propres secours. L'UNTS, l'Union Nationale des Travailleurs Salvadoriens, vient en aide aux familles pauvres. Environ vingt mille personnes ont été pourvues d'un toit provisoire et d'aliments.

Une brigade de 60 enseignants a été créée afin de porter secours

aux enfants des quartiers les plus touchés. Il manque de médicaments, de vivres, de toiles de tentes. Au lieu de loger les plus de 300 000 sans abri dans les bâtiments publics, écoles, bureaux, Duarte fait bloquer l'aide internationale par l'Armée et l'oligarchie.

Andes a lancé un appel pour récolter des fonds nécessaires à l'UNTS pour venir en aide directe aux victimes.

### Menaces et disparitions

La repression ne s'est pas arrêtée avec le tremblement de terre. Après la destruction d'un tiers de la capitale, les hélicoptères de la Force Aérienne ne cessèrent de survoler les habitants attérrés. Plusieurs personnes sont disparues depuis le 10.10.86. Parmi elles des syndicalistes, coopérativistes paysans, réfugiés et enseignants. Dans le désordre actuel, il est encore plus difficile de réclamer ses parents aux Forces militaires et policières.

Le Secrétaire Général d'Andes, Julio Portillo, a été menacé de mort, le 4.11.86, dans une lettre anonyme. Depuis son retour au Salvador en 1982, après avoir été opéré d'une blessure à la jambe, il n'a pas cessé de lutter pour les droits des enseignants et pour l'unité du mouvement syndical. Dirigeant de l'UNTS et coordinateur de l'aide aux victimes de la catastrophe, cette menace fait partie des tentatives pour intimider et désarticuler le mouvement populaire. Il est urgent de se prononcer contre cette menace de mort en envoyant des télégrammes de protestation au gouvernement de Duarte et au Ministre de l'Education, Buendía Flores. La situation des organisations syndicales est précaire: dépourvus de locaux, détruits par le sé-





isme, ils se réunissent de façon provisoire afin d'organiser l'aide. Les enseignants se réunissent dans l'école "Dolores Castellanos", mais les autorités font pression sur la directrice de l'établissement pour faire partir Andes. Dans la Maison de l'Enseignant fonctionnait, outre les bureaux d'Andes, une coopérative d'aliments de base et un dispensaire, dont le médecin, Dr. Martínez Rauda, a été assassiné le 26 septembre.

Avant le 10.10.1986

Au lendemain du tremblement de terre, Andes était partie prenante dans de nombreuses luttes. Un appel aux élèves et à leurs parents fut lancé, le 6.10.86, pour discuter les conséquences du Service Militaire Obligatoire, "la mort et la douleur pour les secteurs pauvres". Lors des débrayages nationaux (1./2./9.10.) Andes exigea une augmentation salariale, l'annulation des mesures d'austérité, l'assistance médicale pour les enseignants et leurs familles. Entre ces journées de lutte, suivies par les établissements scolaires publiques et privés, l'UNTS appela à une marche pour la "solution politique du conflit national".

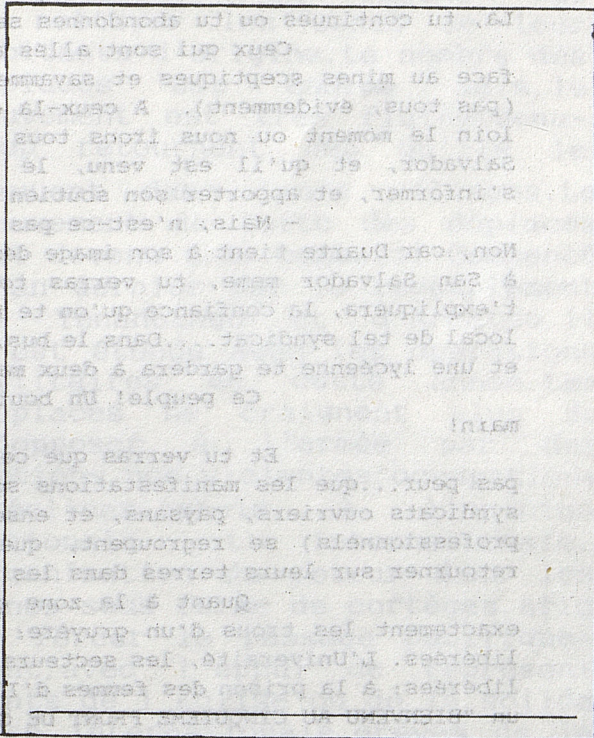
Congrès et Assemblées

Après la catastrophe, les organisations populaires ont redoublé leurs efforts pour organiser l'aide et maintiennent, malgré tout, la réalisation de leurs assemblées générales.

Une délégation de syndicalistes de la CGT s'est rendue au Congrès de Fenestras.

Grâce à la participation d'invités internationaux, Andes a réalisé son congrès, du 1.-3.12.86 à l'école "Emiliani" à San Salva-

dor. L'organisation de cet événement demande des investissements importants et la caisse syndicale est épuisée. Les enseignants doivent reconstruire la Maison de l'Enseignant, lieu de rencontre et d'aide mutuelle.



Tournée en Europe

Pour informer sur cette situation, la représentante d'Andes, Vilma Soto Campos, a réalisé une tournée dans plusieurs pays européens et en France. Les Comités Amérique Centrale et des Associations de solidarité françaises de douze villes (Clérmont-Fd., Bordeaux, Toulouse, Carcassonne, Albi, Beauvais, Montargis, Tours, Dijon, Lyon, Grenoble, Marseille) ont organisé des rencontres avec les syndicats d'enseignants, des visites dans les établissements scolaires primaires et secondaires, et des activités publiques. L'argent récolté sera remis au Conseil Exécutif d'Andes afin de couvrir les besoins les plus urgents.

# EL SALVADOR

## INVITATION AU AU VOYAGE

### ALLER AU SALVADOR .....ET VIVRE!

Juste un peu frustrés du verbe au retour: avoir passé un mois aux cotés de ce peuple tendre et chaleureux, avoir aligné tes pas sur les siens, un bout de chemin, juste le temps d'un avant gout, celui d'un peuple qui se libère, et te retrouver au boulot:

- Alors, ces vacances?

Sans réfléchir tu réponds, le regard encore ébloui,

- Ah dis-donc! Quel peuple! Quelle lutte exemplaire!

- Tu étais ou déjà?

Là, tu continues ou tu abandonnes selon la disponibilité de ton interlocuteur.

Ceux qui sont allés au Nicaragua connaissent bien ce sentiment, face au mines sceptiques et savamment bronzées de leurs collègues de travail (pas tous, évidemment). A ceux-là et aux autres, je leur dis qu'il n'est pas loin le moment ou nous irons tous fêter le triomphe de la Révolution à San Salvador, et qu'il est venu, le moment d'aller sur place, voir, sentir, s'informer, et apporter son soutien solidaire.

- Mais, n'est-ce pas dangereux ? hasardez-vous timidement.

Non, car Duarte tient à son image démocratique, et il faut en profiter. Et là, à San Salvador même, tu verras tout ce qu'on te racontera, tout ce qu'on t'expliquera, la confiance qu'on te fera, dès que tu auras mis les pieds dans le local de tel syndicat... Dans le bus, tu saisis au vol un clin d'oeil complice et une lycéenne te gardera à deux mains une place à coté d'elle!

Ce peuple! Un bouton de rose qui s'ouvre à la chaleur de ta main!

Et tu verras que ces hommes, ces femmes, et ces enfants n'ont pas peur... que les manifestations sont quotidiennes dans la capitale, que les syndicats ouvriers, paysans, et enseignants (sans oublier les artistes et les professionnels) se regroupent, que les paysans déplacés s'organisent pour retourner sur leurs terres dans les zones contrôlées par le FMLN.

Quant à la zone gouvernementale, c'est un gruyère, ou plus exactement les trous d'un gruyère: tous ces lieux ou tu iras sont des zones libérées. L'Université, les secteurs politiques dans les prisons sont des zones libérées; à la prison des femmes d'Ilopango les "politiques" t'accueillent avec un "BIENVENU AU CINQUIEME FRONT DE GUERRE" au dessus de l'entrée (la guerrilla en a quatre fronts); libertés qu'elles ont conquises à coups de grèves de la faim. Il n'y a pas deux zones au Salvador: partout un même peuple qui adapte sa lutte.

- Arrête ton char! me direz-vous - Et la guerre, les morts, la répression, Reagan va pas se laisser faire!

- Exacte! Trois millions de dollars par jour pour bombarder la population civile, 60,000 morts, 200,000 paysans déplacés, 6,000 disparus, la répression et les tortures continuent, avec plus de discrétion et de subtilité. Le prix imposé par l'impérialisme à une lutte de libération. La souffrance et la mort conjuguées au futur avec la vie, la justice, et la liberté, avec le sourire de l'enfant qui ira demain en bonne santé à l'école.

Et tout ça, c'est aussi notre problème. Autant de raisons pour se préparer à y aller, s'organiser, arriver avec du concret entre les mains. Plus un groupe de solidarité est solide et important, plus il est efficace...et intouchable.

Contactez-nous, on se reverra!

Il y a encore tellement de choses  
à dire et à faire!

Ou encore, envoyez vos dons!



VIVRE SOUS LESBOMBES

Dénoncer l'intensification des bombardements et des attaques contre la population civile, est devenu d'une importance vitale, au moment où certains veulent faire croire à une amélioration de la situation des Droits de l'Homme au Salvador.

Le rapport sur cette situation de l'Assemblée Générale des Nations Unies déclare:

"Le centre de gravité des pires violations des Droits de l'Homme a changé"...

Les violations les plus nombreuses ne sont plus commises, majoritairement par les Forces de Sécurité et les Escadrons de la Mort contre la population urbaine; mais par les Forces-Armées contre la population civile qui vit dans les zones en dispute ou sous contrôle du FMLN.

Et ces zones représentent au moins un tiers de la surface du territoire, dans un pays où la population est très dense (200 habitants/km<sup>2</sup>).

Il a été calculé qu'un million huit cent mille livres d'explosifs par an sont lancés sur la

population civile par le gouvernement salvadorien. Le coût actuel de la guerre s'élève à 1,5 million de dollars par jour. La

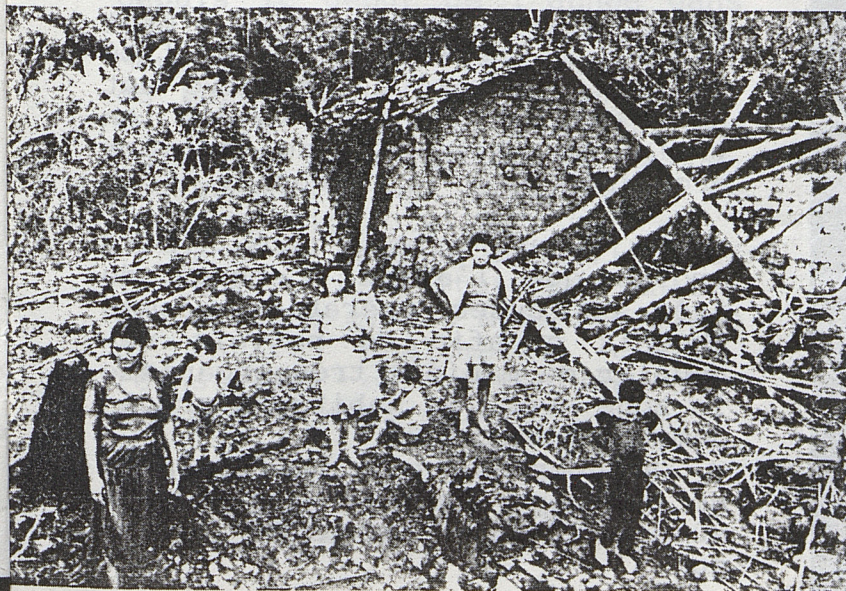
l'objectif du régime est de nettoyer les zones de leur habitants d'origine. Le nombre des déplacés est énorme mais, le mouvement est très fluide: beaucoup retournent dès qu'ils le

peuvent dans leurs villages. Le mouvement de lutte des déplacés est devenu très combatif. Commencé l'an dernier par le repeuplement de Tenancingo et d'Arcatao, il s'est étendu avec les opérations militaires de cette année. Les déplacés ne craignent plus de s'opposer à l'armée par des actions non violentes: occupations d'églises, appels à l'opinion nationale et internationale, organisation du retour dans les zones sous forme de cortèges, afin de forcer le passage pacifiquement, avec l'appui de représentants de l'Eglise ou de la solidarité internationale, grèves de la faim, manifestations de rue, etc...

QUELQUES BILANSOpération Phoenix-Guazapa:

Bilan du CRIPDES (18/04)

- 254 civils assassinés dont  
4 femmes enceintes
- 1345 civils capturés, maltraités et déplacés
- 11 villages de la région de Guazapa, 2 de celle de Suchitoto détruits  
(22 villages selon SALPRESS)
- 462 habitations et 300 manzanas de maïs détruits  
(1ha=1,43 mz)
- 240 livres de maïs et  
210 de farine détruites.



Opération Lieutenant Ricardo Chavez Carreno: Chalatenango

- Bilan du CRIPDES(15/04)  
 -25 civils assassinés, 200 "disparus"  
 -1200 capturés, déplacés  
 -500 maisons et 170 mz de cultures incendiées  
 -27 tonnes de grains volées  
 -3000 animaux tués(Salpress)

Arcatao

La ville d'Arcatao comptait 9000 habitants et avait été désertée à cause des attaques de l'armée en 1982/83, était réoccupée en février 1985 par 350 habitants. Début mars 1986 elle est de nouveau attaquée lors de l'Opération Lieutenant Chavez et récupérée le 4 avril par le FMLN.



Le 8 avril à 05H45, les Forces gouvernementales lancent une nouvelle attaque qui commence par un intense bombardement et mitraillage aérien par des avions C-47 et A-37 et des hélicoptères Hughes 500 et UH-1H. A 7H00, 25 hélicoptères débarquent des troupes dans la ville. L'opération est dirigée par le Colonel Navidad de Jesús Caceres Cabrera, bien connu pour sa participation au massacre de 1000 civils à El Mozote en 1981. Les troupes s'activent à détruire les maisons, à arrêter et à enfermer dans l'église ses habitants, certains sont assassinés. L'armée se retire autour de 16H, laissant aux habitants un ultimatum de 48 heures pour quitter les lieux, sous la menace de raser le village. Trois étrangers présents sont arrêtés et détenus pendant 11 heures.

Aguacayo

Le 15 juillet la Commission Nationale de Repeuplement(CNR) tente le repeuplement d'Aguacayo (Guazapa) comme elle l'avait annoncé depuis deux mois. Les Forces Armées ont répondu à cette initiative en arrêtant et expulsant 23 religieux étrangers qui apportaient leur solidarité.

Le Général Blandon, chef d'Etat Major, a expliqué l'inutilité de cette tentative: "Aguacayo est une zone que nous sommes en train de préparer de manière organisée pour la repeupler."

On veut ainsi nous faire croire que l'armée n'engage de très coûteuses opérations comme Phoenix qu'afin de pouvoir repeupler de manière très organisée la zone avec les habitants précédemment expulsés?!

On comprend que les déplacés ne comptent que sur leur action autonome, pour retourner chez eux.

LA POPULATION CIVILEUN ENJEU MILITAIRE

Le 28 juillet les Forces Armées ont distribué à la presse un document présentant le plan "Unidos para Reconstruir" (Unis pour Reconstruire), qui semble l'effort le plus ambitieux et le plus intégral engagé depuis le début de la guerre civile au Salvador.

Ce plan selon les militaires est une réponse à la modification de la stratégie du FMLN depuis la seconde moitié de 1984, qui se caractérise par une extension de sa zone d'action et un travail politique approfondi en direction de la population civile des villes et des campagnes à partir de petites unités et par le sabotage de l'économie.

Le nouveau plan vise à disputer le contrôle des populations civiles et s'articule sur trois phases:

-débusquer les unités de guérilla en les refoulant, "opérations de nettoyage".

-consolidation des zones reconquises.-reconstruction économique et stabilisation de population pro-gouvernementales.

La première phase correspond aux actions massives engagées depuis le début de l'année dans les zones de Guazapa, Chalatenango Morazan, incluant le déplacement de populations civiles soutenant le FMLN dans le but déclaré "d'isoler physiquement et psychologiquement la subversion de la population civile.

Dans la seconde phase, il faut inclure la constitution d'unités de "défense civile" mises en place à partir d'éléments civils réinstallés et organisés par l'armée et sous sa protection.

La troisième phase consiste à reconstruire des structures de production et d'aide sociale, comme aspect de la reconquête du contrôle de la population par le biais de distributions limitées de terres et de prestations sociales.

DETRUIRE  
POUR RECONSTRUIRE

Ce dernier aspect, considéré comme le plus important du plan, implique le repeuplement des zones nettoyées, par des populations qui ne seront sûrement pas celles qui en sont originaires, puisqu'elles doivent être facilement contrôlables par les Forces Armées.

Le but de ce plan est de mobiliser en sa faveur les plus larges secteurs populaires et les faire adhérer à sa problématique grâce à son volet de reconstruction, distribution de moyens de production et de prestations sociales et économiques. Pour cela, l'armée déploie depuis l'été, une opération publicitaire importante en direction de la population et des organisations professionnelles, syndicales et religieuses. Tous les secteurs de l'administration sont mobilisés dans leur branche d'activité: Economie, Culture, Communications..

Pourtant ce plan ambitieux dépend pour sa réussite de plusieurs facteurs: succès des opérations militaires de nettoyage, importance des moyens économiques qui pourront être engagés, et bien sûr adhésion populaire.



LA POPULATION CIVILE  
UN ENJEU MILITAIRE

En ce qui concerne les opérations militaires, depuis le début de l'année, il ne semble pas que l'opération Phoenix (Guazapa) ait été un franc succès, les autres ayant été des échecs.

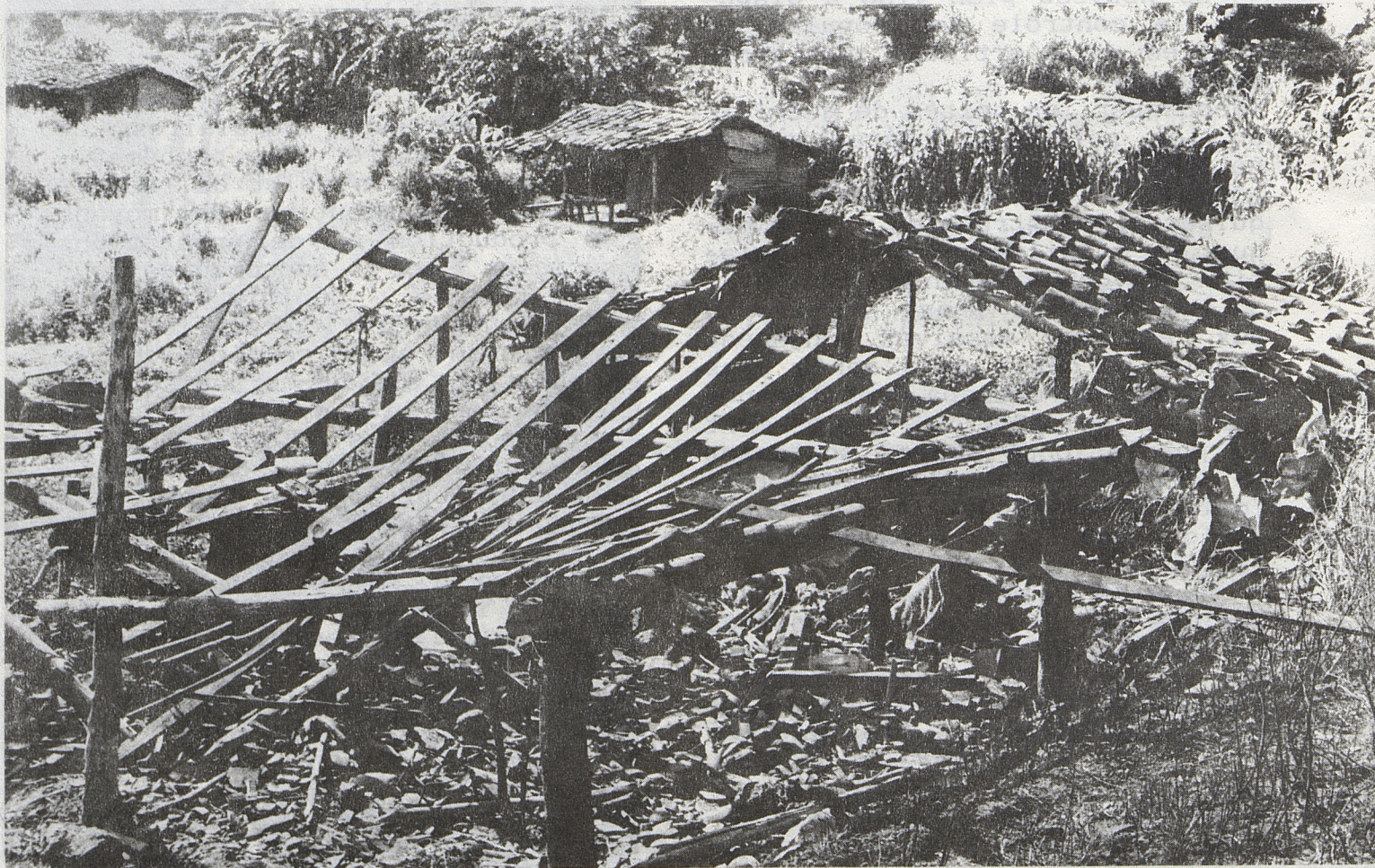
L'aspect économique est également déterminant puisqu'indispensable à la conservation des zones reconquises. Mais pour cela il faudrait que des moyens importants soient dégagés, or, il ils ne pourraient l'être qu'au détriment du budget militaire ce qui paraît aujourd'hui impossible - l'Armée devant maintenir parallèlement des actions de nettoyage, et, de protection des zones de reconstruction. Sauf si les aides extérieures sont doublées...

De plus, le soutien populaire dépend du niveau de lutte des

travailleurs des villes et des campagnes. Etouffer ces luttes nécessiterait de grandes concessions économiques (salaires, réforme agraire...), il n'en est pas question. Quant aux réfugiés et aux déplacés, ils ne se laisseront pas réduire au silence.

Si l'Armée peut compter sur une partie des réfugiés de longue date, dépolitisés par des années de camp, et des secteurs 'lumpen', attirés par des offres de subsides, l'importance numérique et la résistance de cette population dans une situation conflictuelle est douteuse.

Enfin, les populations originaires des zones 'nettoyées' ne comptent pas se laisser exiler sans résistances (cf. article précédent).



Une  
(No  
le  
79

Les  
cont  
Salv  
sous  
Duar  
bomb  
cont  
lieu  
1985  
cath  
civi  
l'ar  
deux  
ce c  
Les  
répo

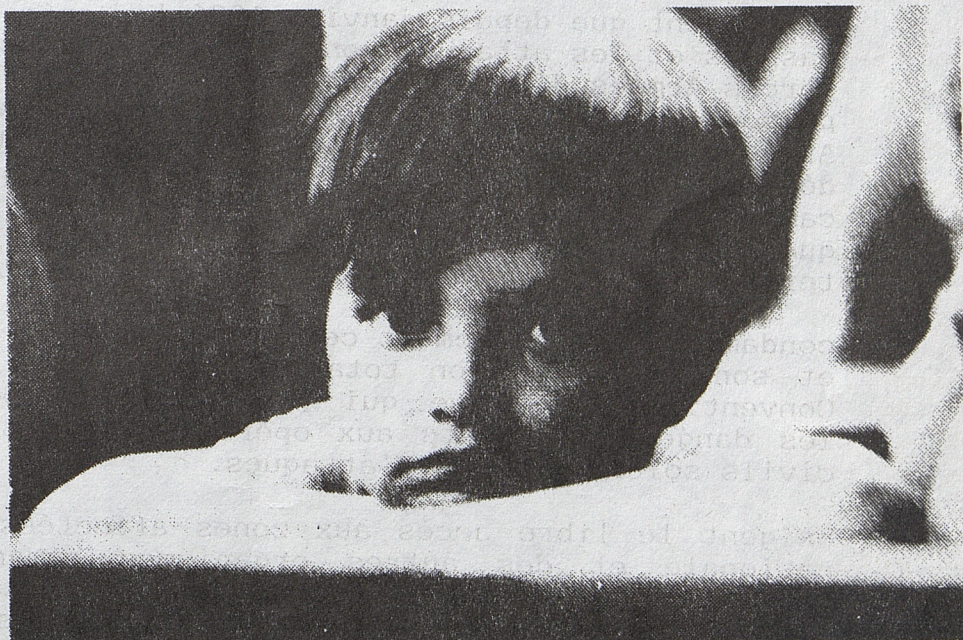
Pris  
amér  
pour  
effe  
jume  
FDR.  
les  
l'ag  
cons  
popu  
meur

Nouveau!

DIAPORAMA

Une délégation de l'organisation humanitaire nord-américaine NEST (Nouvel El Salvador Aujourd'hui) et du CISPES (Comité de Solidarité avec le Peuple d'El Salvador des Etats-Unis ont visité le Chalatenango... 79 diapositives et une cassette témoignent de leur visite...

Les bombardements aériens contre la population civile au Salvador se sont intensifiés sous la présidence de Napoleon Duarte. Plus de 1700 bombardements des zones sous contrôle du FMLN-FDR ont eu lieu entre janvier et novembre 1985. D'après l'Eglise catholique plus de 5000 civils ont été tués par l'armée dans les dernières deux années. Et nous, qu'est-ce que nous pouvons faire ? Les salvadoriens nous répondent....



“ si vous pouviez seulement  
ARRETER LES BOMBARDEMENTS ”

- Un programme de diapositives de 25 minutes avec cassette en anglais ou en français sur les effets des bombardements aériens massifs au Salvador

Prises en Mars 1985, ces diapositives retracent la visite d'une délégation nord-américaine à travers la province salvadorienne de Chalatenango. Le but du voyage pour Gus Newport, le maire de Berkeley California, était de se rendre compte des effets de l'intervention des Etats-Unis sur la ville de San Antonio Los Ranchos, jumelé avec Berkely. San Antonio se situe dans les zones contrôlées par le FMLN-FDR. Ces diapositives donnent un aperçu émouvant de la dévastation produite par les bombes, ainsi que le courage du peuple salvadorien dans sa résistance à l'aggression. Les visiteurs rencontrent les victimes de la guerre aérienne, constatent les dégats matériels, parlent avec les membres du gouvernement populaire local, et à un moment sont, eux aussi, témoins d'un bombardement meurtrier.

Disponible au Comité de Paris: Caution, 500 Francs, Location 100 Francs.



POUR LE DROIT A LA VIE: EL SALVADOR

APPEL

Les organisations et personnalités soussignées;

- constatent que depuis janvier 1986, les opérations de bombardements massifs et les attaques contre la population civile, de la part des Forces Armées d'El Salvador se sont intensifiées. Des milliers de personnes ont été tuées, portées disparues ou capturées par les Forces Armées, des milliers d'habitations et d'hectares de cultures ont été détruits provoquant l'exode massif des populations civiles vers les camps de réfugiés accroissant d'autant le demi million de déplacés que compte El Salvador (Un habitant sur dix). Malgré le tremblement de terre, les bombardements n'ont pas connu de trêve.
- condamnent énergiquement ces opérations qui attentent à la vie humaine et sont en violation totale de l'article 13 du Protocole II de la Convention de Genève qui protègent les populations civiles contre les dangers inhérents aux opérations militaires et proscriit que les civils soient l'objet d'attaques.
- exigent le libre accès aux zones affectées, de la Croix Rouge Internationale et des autres organismes humanitaires, et, le respect de l'intégrité physique et morale des internationalistes qui prêtent une aide humanitaire aux victimes des opérations militaires.
- exige du gouvernement Duarte la cessation immédiate des bombardements des bombardements sans discernement contre la population civile, des destructions systématiques de leurs cultures et de leurs ressources.
- exigent l'arrêt immédiat des déplacements forcés de la population civile et le respect de son droit à vivre sur ses terres.
- exigent du gouvernement de Napoleon Duarte l'application des Conventions de Genève et de leurs protocoles additionnels, concernant l'humanisation de la guerre.
- exhortent le gouvernement de la République d'El Salvador à répondre favorablement aux propositions de Dialogue du FMLN/FDR afin de trouver une solution politique au conflit et la paix à laquelle aspire le peuple d'El Salvador.
- appellent toutes les organisations démocratiques, tous les défenseurs des Droits de l'Homme à se joindre à notre appel et à nous donner les moyens de le publier le plus largement possible.
- Comité de Solidarité avec le peuple d'El Salvador de Paris, Comité Nicaragua-Amérique Latine d'Orléans, Comité de Solidarité Nicaragua de Nantes, Comité de Solidarité avec les Peuples d'Amérique Latine de Lyon, Comité de Solidarité Amérique latine de Dijon, Comité de Solidarité Amérique latine de Grenoble, Comité de Solidarité d'Argenteuil, Comité de Solidarité Amérique Centrale de Besançon, Comité de Solidarité Amérique Centrale de Bordeaux..